

(3) Nous nous engageons à donner un coup d'arrêt au protectionnisme, et, à mesure que la reprise se confirme, à l'écartier en démantelant les obstacles au commerce. Nous avons l'intention de nous consulter dans les enceintes appropriées, sur les moyens de mettre en oeuvre cet engagement et de suivre son application. Nous nous attacherons à résoudre les problèmes actuels du commerce. Nous poursuivrons activement les travaux en cours au sein des Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économique, y compris les échanges de services et de produits de haute technologie. Nous devons nous efforcer de mener à bien les négociations sur la libéralisation du commerce au sein du GATT, en accordant une importance particulière à l'intensification des échanges avec et parmi les pays en développement. Nous sommes convenus de poursuivre les consultations relatives aux propositions concernant un nouveau cycle de négociations au sein du GATT.

(4) Nous considérons avec beaucoup d'inquiétude la situation financière internationale, notamment le poids de la dette de nombreux pays en développement. Nous nous sommes mis d'accord sur une stratégie fondée sur: des politiques efficaces d'ajustement et de développement des nations débiteuses, des financements adéquats tant privés que publics, des marchés plus ouverts, enfin une reprise durable de l'économie mondiale. Nous recherchons une ratification rapide de l'accroissement des ressources du Fonds monétaire international et des Accords généraux d'emprunt. Nous encourageons une coopération plus étroite et l'échange d'informations en temps utile entre les institutions internationales, en particulier entre le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et le GATT.

(5) Nous avons invité les ministres des finances, en liaison avec le directeur exécutif du FMI, à définir les conditions de l'amélioration du système monétaire international et à prendre en considération le rôle que pourrait jouer, le moment venu dans ce processus, une conférence monétaire internationale de haut niveau.

(6) Le fardeau de la récession frappe très durement les pays en développement, et nous sommes profondément préoccupés par leur rétablissement. Il est crucial d'y restaurer une croissance économique saine tout en maintenant l'ouverture de nos marchés. Il convient de veiller tout particulièrement au maintien d'un flux de ressources adéquat, notamment d'aide publique au développement, vers les pays les plus pauvres et en faveur de la production alimentaire et énergétique, tant sur le plan bilatéral que par le biais des institutions internationales appropriées. Nous réaffirmons nos engagements de fournir les niveaux de financement convenus pour l'Association internationale de développement. Nous accueillons favorablement l'ouverture du dialogue manifestée par les pays en développement lors des récentes conférences du Mouvement des non-alignés à New Delhi et du Groupe des 77 à Buenos Aires, et nous partageons leur volonté de s'engager dans un esprit de compréhension et de coopération dans la prochaine session de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement à Belgrade.